

DISCOURS D'INSTALLATION PLENIERE DU 26 MARS 2010

Mesdames et Messieurs les conseillers régionaux,
Mes chers concitoyens,

Je voudrais avant toute chose vous remercier de m'avoir reconduit à la présidence de cette Assemblée, au service d'un Limousin qui m'a vu naître et à qui je suis resté fidèle.

« *Servir*, disait Giraudoux, *c'est la devise de ceux qui aiment commander* ». Ce n'est pas ma conception du service. Ceux qui me connaissent, tous ceux qui m'ont accompagné lors de la précédente mandature savent bien que, pour moi, le service se mesure à l'aune du chemin parcouru. Et du chemin nous en avons fait. **Ensemble**. Parce qu'on ne fait jamais rien tout seul. En 2004, pour la même occasion, parce qu'on ne tombe pas non plus de la lune, j'avais rendu hommage à ma famille, pour dire d'où je venais, et de quelle pâte limousine je suis fait. Je voudrais à nouveau la remercier, et particulièrement mon épouse qui a vécu avec moi la brutalité de la vie politique.

Je souhaite remercier vivement les **électrices** et les **électeurs** de la région qui m'ont renouvelé leur confiance, avec, vous m'en excuserez, une mention particulière à ceux de Feytiat -la commune dont je fus le Maire- qui m'ont apporté 58% de leurs suffrages au premier tour et 65% au second.

Je souhaite enfin **me féliciter de l'accord** qui a pu être obtenu entre les deux tours avec Europe Ecologie sur un programme cohérent en regrettant que cet accord n'ait pu être plus large.

Aujourd'hui, vous me connaissez. J'ai passé six ans à la tête de cette institution à œuvrer pour le développement de notre région et le bien-être de ses habitants. Notre bilan est bon. Et ce n'est pas se hausser du col que de le dire. Dans la plupart des régions, **les français ne s'y sont pas trompés** : les présidents sortants se sont vus crédités par les populations d'un satisfecit général pour le travail effectué. Qu'ils soient ici également remerciés...

Nous avons amélioré **les dessertes ferroviaires** et leur cadencement. Nous avons mis en place **un service public de haut-débit** partout sur le territoire quand les opérateurs privés refusaient de supporter un investissement jugé peu rentable.

Nous avons **contribué aux équipements** culturels et sportifs des villes et des communautés de communes. Nous avons **renové** la quasi-totalité des **lycées** dont le patrimoine nous avait été transmis, dans un piteux état. Nous avons réussi **l'intégration** des personnels **TOS** en améliorant leurs conditions de travail et de rémunération. Nous avons accompagné le développement et l'installation **d'entreprises** en **Limousin**. Nous continuons -alors que beaucoup de ces entreprises peinent encore à fonctionner dans le contexte de crise économique et sociale que nous connaissons- à **accompagner les salariés** pour qu'ils ne perdent pas leur emploi, pour qu'ils **se forment, se reclassent** ou retrouvent un emploi durable. Nous avons mis en place « **Objectif création** », un service régional facilitant la création et la reprise d'activités. Mais aussi **Diva** pour aider à l'installation des jeunes agriculteurs. Nous avons soutenu **les pôles de compétitivité** et **l'incubateur** d'entreprises pour favoriser l'implantation et le développement d'activités de pointe et d'entreprises high-tech... Nous avons pris des mesures concrètes afin que partout sur le territoire, entreprises et particuliers, bénéficient **d'aides aux énergies renouvelables**. Nous avons créé **600 emplois associatifs** qui contribuent à l'animation de la vie sociale, culturelle et touristique tout en permettant à des associations de professionnaliser et de pérenniser leur action. Nous avons commencé à mettre en place des **réseaux de santé** au bénéfice des habitants des zones rurales. Oui, notre bilan est bon. Nos engagements ont été tenus.

Il ne s'agit **pas** pour autant de nous **tresser des couronnes** de fleurs et de nous **reposer sur nos lauriers**, de nous reposer sur notre bilan. La situation dans notre pays est trop sérieuse, l'attente de nos populations trop grande, le désarroi des plus exposés trop criant pour s'abandonner à quelque dérisoire exercice **d'autosatisfaction**.

« *Les gens qui se croient arrivés, n'avaient pas l'intention d'aller bien loin* » a pu dire Claude Chabrol, cinéaste de la Nouvelle Vague, grand habitué des tournages en Limousin. Et je crois qu'il est important de garder toujours cette phrase à

l'esprit. Même, au soir d'une défaite historique de nos adversaires politiques, quand la tentation est grande, c'est humain, d'enfoncer un peu le clou... De songer plutôt, dans le sillage d'Oscar Wilde, que « *dire du mal des autres est une façon malhonnête de se flatter* ».

Ces vingt dernières années, **l'échelon régional** s'est imposé progressivement comme l'acteur pertinent, partenaire de l'Europe et de l'Etat, pour impulser localement des politiques structurantes. La Région a progressé dans l'imaginaire politique français comme espace délibératif, prospectif, stratégique... où, simultanément, s'organise l'avenir du territoire et où l'on agit sur le présent, sur la vie même de ses habitants.

Je relisais récemment les propos de Pierre Mauroy dans un livre intitulé *Héritiers de l'avenir* : « *La décentralisation est aujourd'hui le meilleur moyen de réaliser et d'accentuer la démocratie. Elle est, pour tous, la possibilité d'accéder à la responsabilité et à la liberté... La décentralisation sera au cœur de l'expérience du gouvernement de la gauche... La République se sera enfin libérée de la monarchie.* »

Il est singulier de constater que **ces mots** sont plus que jamais **d'actualité**. Soyons collectivement défenseurs des valeurs de la République. C'est notre bien commun.

Un Etat réellement décentralisé qui confie pleinement l'exercice de compétences aux collectivités locales et qui naturellement se renforce sur ses missions régaliennes.

Avec le résultat des élections régionales et la victoire d'élus de terrain, les deux pieds dans la réalité locale, c'est un signe qui nous est donné. Il faut s'en féliciter. Et continuer le travail.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. De travail. Et la Région y prendra toute sa part. Espace de réflexion et outil pour l'action, la Région mène une action publique concrète en s'efforçant de donner à chacun, quel que soit son lieu de résidence, les mêmes conditions de vie, de travail, d'études... En deux mots, les mêmes chances.

Pourtant, aujourd'hui, au moment où je (re)prends mes fonctions, le contexte et l'analyse du rôle d'une Région sont en train de changer. La menace d'une recentralisation des politiques publiques est bien réelle.

Il y a eu d'abord la réforme de la fiscalité. Menée au pas de charge et sans véritable concertation avec les collectivités locales, cette réforme décriée par les élus locaux de droite comme de gauche voit l'autonomie budgétaire des collectivités locales considérablement amoindrie. Sans refaire l'histoire de la décentralisation, ce qui constitue précisément la force de l'échelon régional, c'est, d'abord, une autonomie financière liée notamment à sa capacité à fixer une partie substantielle de ses ressources –l'impôt– et l'existence de dispositifs de péréquation dans les dotations de l'Etat. C'est ensuite, sa capacité d'agir sur des compétences spécifiques, mais d'intervenir également sur un champ d'action très vaste dès lors que cela nous semble utile à nos concitoyens.

Enfin, c'est la reconnaissance au niveau européen de sa pertinence comme échelon territorial d'intervention publique.

Cette avancée historique est en train de voler en éclat.

Ces derniers mois ont été marqués par une tentative de reprise en main des compétences transférées par l'Etat. J'en veux pour preuve la réforme de la formation professionnelle que j'ai suivie au nom de l'Association des Régions de France. Le gouvernement n'a pas voulu reconnaître totalement la pertinence du niveau régional alors que cette reconnaissance était aussi réclamée par les partenaires sociaux.

Mais il y a plus grave encore : le projet de réforme des collectivités territoriales. Outre le raccourcissement de notre mandat, en attendant l'élection des conseillers territoriaux sensés nous succéder en 2014, le gouvernement a en ligne de mire la suppression de la clause de compétence générale. C'est au nom de cette clause que nous avons pu, pour le bénéfice des habitants, faire le choix d'investir des domaines où l'apport de la Région s'est révélé primordial. Je pense à la culture, au sport, à l'environnement. Je pense aux emplois associatifs qui ont permis de mailler le territoire d'une « task force » au service du développement et de l'épanouissement culturel, sportif, citoyen des Limousins. Si rien n'est

changé, la réforme des collectivités territoriales risque de faire des Régions des nains politiques quand, au niveau européen, on souhaite privilégier la force des Régions et en faire l'échelon partenaire privilégié de l'Union. Il y a là, du côté du gouvernement français, un anachronisme évident et un autisme coupable.

Dans ce contexte, il est certes paradoxal de parler de projet, d'avenir régional, comme si de rien n'était. C'est pourtant ce que je me suis engagé à faire pendant cette campagne. Parce que je suis optimiste, parce que le pire n'est jamais sûr. Nous devons évidemment faire des choix qui tiendront compte des règles en vigueur, et nous concentrer sur nos priorités. La mesure la plus immédiate que la plupart des régions seront amenées à prendre, sera de réduire nos participations aux investissements et aux politiques relevant de la responsabilité de l'Etat. Nous retrouverons alors quelques marges de manœuvre permettant de réaliser nos projets.

Je ne vais pas vous en énumérer la liste -vous connaissez mon programme- mais je voudrais insister sur son fondement. Je l'ai dit et redit, nous développerons de conserve les trois piliers qui fondent l'équilibre propice au progrès humain : l'économie, l'environnement et le social, en assurant pour chacun le juste partage des ressources.

Et au-delà de nos compétences sectorielles, nous avons l'ardente obligation d'œuvrer pour l'ensemble des habitants du Limousin. Nous avons des limousins jeunes qui étudient ici, vivent ici, et nous avons des responsabilités à leur égard. Nous avons des limousins qui travaillent, qui se forment, qui se déplacent et nous devons leur proposer des outils. Nous avons enfin des limousins qui vieillissent, et nous avons l'ardente obligation de leur maintenir l'accès **aux services publics**.

A ceux qui naissent et qui grandissent en Limousin, je veux dire et répéter que la pérennité et la crédibilité de l'Institution Régionale passe par eux. Nous avons déjà, pour nos jeunes, mis en place un certain nombre de dispositifs : les bourses, l'accès aux transports et la tarification préférentielle, l'accès au sport et à la culture... Nous irons plus loin. L'autonomie des jeunes et leur insertion professionnelle est notre ligne d'horizon. Il faut renforcer l'attractivité de notre

région pour les jeunes. Nous devons gagner enfin ce combat du solde migratoire des 19-29 ans. La Région a des compétences en matière de formation professionnelle. Elle se mettra en capacité, à la faveur d'une convention avec les branches professionnelles qui le souhaiteront, de répondre à la problématique centrale du premier emploi.

Aux limousins qui travaillent : entreprises, salariés et dirigeants, je veux dire qu'au-delà des fluctuations, parfois échevelées de l'économie, il y a l'emploi, et que c'est tout l'enjeu du maintien de l'activité économique dans notre région en cohérence avec le volet social et le développement durable. Il nous faut mettre en place les conditions de protection de l'emploi durable en consolidant les dispositifs existants. Et que nous mobiliserons l'épargne disponible de nos concitoyens pour l'investissement et le développement en Limousin. Nous allons faire travailler votre épargne dans le but non pas d'engraisser les spéculateurs mais d'offrir aux ménages une épargne sécurisée qui aidera au développement des entreprises pour la préservation de l'emploi. Il nous faut nous battre pied à pied pour gagner la bataille de la sécurité sociale professionnelle. Remettre le travailleur au centre. Et la PME en cœur de cible. Enfin, pour ce qui concerne l'agriculture, privilégier les circuits courts et favoriser la production locale en Limousin.

Vous le savez, en Limousin, les personnes âgées sont nombreuses. Nous sommes en quelque sorte le laboratoire de la démographie européenne avec une pyramide des âges qui reflète avec vingt années d'avance ce que sera celle des sociétés occidentales. Les gens âgés isolés en milieu rural ne doivent pas être les oubliés des politiques publiques. Nous avons une responsabilité en termes de dignité humaine et de respect. A nos aînés, je veux dire aussi que la Région mettra tout en œuvre pour leur apporter l'accompagnement, l'assistance et le cœur qui manque trop souvent en ces temps de détresse sociale et humaine.

Pour toutes ces raisons, si nous devons être présents, si les textes de lois continuent de nous le permettre, nous devons donner à la recherche et l'innovation la place qu'elles méritent. L'innovation n'est pas quelque chose qui vient d'en-haut. C'est l'affaire de tous et la condition nécessaire du développement de nos territoires.

Qu'il me soit permis -en guise de conclusion- de terminer sur une citation du Mahatma Gandhi -éloquente à mon sens- pour refléter notre monde et ce que nous -socialistes- souhaitons changer : « *Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire le désir de possession de chacun.* » Il faut que chacun s'en pénètre et que tous ensemble nous mettions les notions de partage et de collectif au centre de l'action publique.

Je vous remercie.

Jean-Paul Denanot